

50015



NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.14/IE/5
5 octobre 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cycle d'études sur les domaines industriels
Addis-Abéba, 14 au 21 décembre 1964

ACTIVITES DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE DOMAINES INDUSTRIELS

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
I. PROGRAMMES DE RECHERCHE ET CYCLES D'ETUDES	5
Nature, objectif et envergure	5
Projets achevés 1960-1963	8
Projets en cours (1964)	10
Projets en préparation, 1965-1966	10
II. COOPERATION TECHNIQUE	11
Opérations du Fonds spécial	13
Opérations relevant du Programme élargi d'assistance technique	16
ANNEXE : Planification initiale des domaines industriels - Programmes types de travail des experts	

ACTIVITES DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE DOMAINES INDUSTRIELS

Bien que la création des premiers domaines industriels remonte à près de 80 ans, ce n'est que depuis une trentaine d'années que leur nombre s'est accru sensiblement, d'abord dans les pays industriels, puis, depuis 10 ou 15 ans, dans les pays en voie de développement. Tandis que, dans les pays développés, le rôle des domaines industriels consistait principalement à faciliter la décentralisation industrielle ou, surtout aux Etats-Unis, à faciliter l'implantation des industries à l'intérieur ou à proximité des grands centres urbains, il est apparu de bonne heure que, dans les pays en voie de développement, le domaine industriel pouvait jouer un rôle des plus efficaces en permettant le développement et l'implantation planifiée de l'industrie, particulièrement des petites et moyennes entreprises, en facilitant l'amélioration des méthodes de gestion et de travail et de la productivité par la fourniture d'une assistance, de services auxiliaires et de moyens de formation intégrés, en attirant des entreprises étrangères et en aidant à atteindre d'autres objectifs du développement. Dans certains pays en voie de développement, notamment en Inde et à Porto Rico, de vastes programmes de création de domaines industriels ont été conçus et exécutés entre 1950 et 1960. A la fin de cette décennie, et au début des années 60, les pays en voie de développement de toutes les régions manifestaient un intérêt de plus en plus vif à cet égard.

En avril 1959, à sa vingt-neuvième session, le Conseil économique et social a reconnu la valeur du domaine industriel en tant qu'instrument du développement, en adoptant une résolution [709 A (XXVII)] dans laquelle, entre autres choses, il priait le Secrétaire général "d'attacher une importance particulière aux projets qui présentent un intérêt pratique direct pour le développement économique", en particulier aux "projets concernant ... les zones et parcs industriels". Conformément à cette demande, le Secrétariat des Nations Unies a entrepris, dans le cadre de son programme de travail sur l'industrialisation, une série de travaux de recherche et de cycles d'études sur cette question - les cycles d'études étant organisés en coopération avec les commissions économiques régionales - et a encouragé les gouvernements à créer des domaines industriels en recourant, chaque fois que cela serait nécessaire, à l'assistance offerte par les Nations Unies dans le cadre de son programme de coopération technique et du programme du Fonds spécial.

En 1961, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution [1710 (XVI)] dans laquelle elle proclamait la présente Décennie "Décennie des Nations Unies pour le développement", pendant laquelle de vastes efforts seraient entrepris afin d'accélérer le développement économique des pays en voie de développement. Dans cette résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général de mettre au point des propositions en vue de l'intensification de l'action des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social afin de promouvoir les fins de la Décennie pour le développement. Dans ses propositions^{1/}, le Secrétaire général soulignait, notamment, que l'installation de domaines industriels à l'intention de la petite industrie était l'une des directions dans lesquelles un effort massif et accru était nécessaire de la part des gouvernements et dans lesquelles une expansion proportionnelle des activités d'assistance des Nations Unies était indispensable.

Le Comité du développement industriel^{2/} a, lui aussi, reconnu l'efficacité des domaines industriels en tant qu'instruments du développement de la petite industrie. En effet, dès sa première session, tenue en 1961, le Comité faisait inscrire une série de travaux de recherche et de cycles d'études sur cette question au programme de travail du Secrétariat. A sa quatrième session, tenue en mars 1964, le Comité a recommandé aux gouvernements de demander une assistance technique plus large et de faire appel dans une plus grande mesure au Fonds spécial pour des programmes relevant de ce domaine d'activité.

Le présent rapport a pour objet de présenter un bref sommaire des activités des Nations Unies en matière de domaines industriels. Dans sa première partie, il discute la raison d'être et la portée des projets de recherche et des cycles d'études déjà entrepris par le Secrétariat ou actuellement en préparation. Dans sa deuxième partie, il décrit les facilités offertes par les Nations Unies aux

1/ Décennie des Nations Unies pour le développement - mesures proposées
(Publication des Nations Unies, No de vente : 52.II.B.2.).

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-troisième session,
Supplément No 2, E/3500/Rev.1, par. 71; trente-sixième session,
Supplément No 14, E/3781, par. 33; et trente-septième session,
Supplément No 6, E/3859, par. 44 et 45.

gouvernements en vue de les aider à créer et à exploiter des domaines industriels, ainsi que les formalités à accomplir pour obtenir l'assistance de l'Organisation.

I. PROGRAMMES DE RECHERCHE ET CYCLES D'ETUDES

Nature, objectif et envergure

La plupart des programmes de recherche sur les domaines industriels entrepris par le Secrétariat ou encore en préparation sont étroitement liés aux cycles d'études régionaux et interrégionaux sur cette question. Les études portent habituellement sur les principaux points de l'ordre du jour des cycles d'études et servent de documents de travail au cours des discussions.

Le Conseil économique et social et le Comité du développement industriel ont tous deux souligné à de nombreuses reprises l'utilité qu'il y a à mettre en commun les connaissances et l'expérience des experts des pays avancés et en voie de développement dans des cycles d'études et des groupes de travail consacrés à certains problèmes particuliers et hautement prioritaires de l'industrialisation, en vue de faciliter la compréhension et la solution de ces problèmes. On espère également que les cycles d'études et programmes de recherche stimuleront l'intérêt des gouvernements et les encourageront à entreprendre certains types de projets qui, jusqu'ici, n'ont pas reçu une attention suffisante. Dans le domaine qui fait l'objet du présent rapport, on espère que les cycles d'études et les travaux de recherche connexes aideront à définir des principes directeurs pour l'élaboration et l'exécution des politiques, des programmes et des normes applicables en matière de création de domaines industriels, à la lumière des conditions et des besoins régionaux, encourageant ainsi les gouvernements à créer des domaines industriels, et qu'ils faciliteront la mise au point et l'exécution des opérations d'assistance technique.

Les projets régionaux sont entrepris en coopération étroite entre le Siège et les commissions économiques régionales intéressées. On estime qu'ils devraient contribuer à l'accumulation d'une vaste somme d'expérience et de renseignements qui permettra de répondre aux besoins de pays ayant atteint des degrés divers de développement et placés dans des conditions sociales, géographiques et climatiques différentes.

Avant de passer en revue l'oeuvre entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne les domaines industriels, il convient de souligner que, bien que cette méthode d'organisation industrielle se prête au développement de vastes centres et complexes industriels, comprenant des entreprises de toutes grandeurs, qu'il s'agisse de l'industrie lourde ou de l'industrie légère, c'est surtout le rôle qu'elle peut jouer dans le développement de la petite industrie qui figure au premier plan des travaux du Secrétariat.

La raison de cette préférence est que la petite industrie a besoin de recevoir des pouvoirs publics une assistance d'un type et d'une envergure dont, en général les grandes entreprises peuvent se passer. Le domaine industriel est un instrument particulièrement approprié pour dispenser une telle assistance, et les possibilités particulières qu'il offre habituellement ne sont pas nécessaires lorsqu'il s'agit de stimuler l'établissement et le fonctionnement des grandes entreprises^{3/}. Le fait de trouver des emplacements aménagés à l'avance et surtout des bâtiments à tous usages tout construits à louer constitue l'un des meilleurs arguments pour inciter les petits entrepreneurs dont les moyens financiers sont limités à installer de nouvelles usines. Lorsque des petites entreprises sont groupées dans un domaine industriel, il est commode et rentable de leur fournir une assistance technique qui se manifeste de diverses façons, et qui touche en particulier aux études industrielles, au contrôle de la qualité, à l'entretien du matériel, à l'administration et à la formation, et cette assistance est généralement plus efficace que si elle s'adressait à des petites entreprises individuelles à l'extérieur des domaines. Si le domaine est suffisamment vaste, une assistance et certains services auxiliaires, tels que des services de vulgarisation industrielle et d'autres services consultatifs, des cours de formation professionnelle, etc., peuvent être organisés en tant que partie intégrante du projet. Grâce aux ateliers communs

3/ Les grandes entreprises peuvent tirer parti des aménagements de terrains, de la création de services publics et de moyens de transport, du zonage et des avantages que présente le groupement d'entreprises industrielles, avantages qui font partie intégrante de tout plan de construction d'une zone industrielle, et dont la réalisation exige parfois certaines formes d'assistance officielle. Cependant, ces entreprises peuvent se passer des bâtiments industriels normalisés, des services communs, des possibilités d'assistance et autres avantages qu'offrent habituellement les domaines industriels organisés par l'Etat à l'intention de la petite industrie.

de réparation, d'entretien et d'outillage, aux magasins et autres installations collectives du domaine, les entreprises peuvent améliorer la productivité de leur main-d'oeuvre et la qualité de leurs produits et réduire leurs frais d'exploitation. Le rassemblement des entreprises dans les domaines facilite aussi l'établissement de relations d'interdépendance et de complémentarité entre certains de ses occupants, par des transactions réciproques et des échanges de services et, dans certains cas, par la conclusion de sous-contrats entre grandes et petites entreprises.

C'est pour ces raisons que la plupart des pays sous-développés utilisent ou se proposent d'utiliser la formule du domaine industriel surtout pour favoriser le développement des petites entreprises. En concentrant ses activités sur ce point particulier, le Secrétariat s'est efforcé de servir les intérêts de ces pays, tout en soulignant que les domaines industriels ne constituent qu'un des instruments - bien que, sans aucun doute, un instrument extrêmement important - du développement de la petite industrie, et que tout programme d'installation d'un domaine industriel ne peut être efficace que s'il est intégré à un système général de mesures d'assistance aux petites entreprises à tous les stades de leur création et de leur fonctionnement, assistance portant, par exemple, sur le financement, l'installation, l'utilisation et l'entretien du matériel, la fabrication, la gestion de l'entreprise, l'écoulement des produits, etc.^{4/} Le programme de travail du service du Secrétariat chargé de ces questions - le Centre de développement industriel du Département des affaires économiques et sociales - comprend également des programmes de recherches sur ces questions connexes et des opérations d'assistance technique sont effectuées à ce sujet dans le cadre des programmes des Nations Unies. Cependant, la recherche et les opérations qui ressortissent à ce domaine plus vaste sortent de l'objet du présent document, qui traite uniquement des activités relatives aux domaines industriels.

^{4/} Voir document de travail "Le rôle des domaines industriels dans les politiques et programmes de développement de la petite industrie" (E/CN.14/IE/2).

Projets achevés 1960-1963

1. Création de domaines industriels dans les pays sous-développés

(Publication des Nations Unies, No de vente : 60.II.B.4)

La rédaction de ce rapport par la Division du développement industriel du Département des affaires économiques et sociales et sa publication en 1961 ont constitué le premier projet entrepris par l'ONU en exécution de la résolution 709 A (XXVII) du Conseil économique et social. Il traite surtout du rôle des domaines industriels dans les politiques d'industrialisation et de choix des emplacements des entreprises industrielles, tant dans les pays développés que dans les pays sous-développés, et s'intéresse particulièrement aux mesures tendant à faciliter le développement de la petite industrie. D'autre part, le rapport décrit des domaines industriels de types variés, ainsi que les problèmes de la planification, de la création, de l'organisation, du financement des domaines et les questions relevant de l'assistance technique. Ce rapport a été soumis comme document de travail au cycle d'études sur les domaines industriels de la région de la CEAE0 (voir ci-dessous section 3).

2. Planification physique des domaines industriels

(Publication des Nations Unies, No de vente : 62.II.B.4.)

Ce rapport, rédigé par la Direction des affaires sociales du Département des affaires économiques et sociales et publié en novembre 1962, est une refonte d'un document soumis à l'examen du cycle d'études sur les domaines industriels dans la région de la CEAE0. Il est destiné à fournir des indications sur le choix de l'emplacement, l'établissement de plans, l'agencement interne et la construction de domaines industriels et notamment de ceux qui sont destinés à la petite industrie. Il donne des renseignements sur les normes adoptées ou recommandées dans différents pays en ce qui concerne les parcelles, les bâtiments industriels, les largeurs des routes et l'utilisation des terrains.

3. Cycle d'études sur les domaines industriels dans la région de la CEAE0, Madras, du 1er au 11 novembre 1961

Ce cycle d'études, intéressant la région de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAE0) a été organisé par le secrétariat de la Commission, la Division du développement industriel et la Direction des opérations d'assistance technique du Département des affaires économiques et sociales.

/...

Y assistaient 57 participants et observateurs de 23 pays et 16 représentants de l'ONU, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales.

L'ordre du jour comprenait les questions techniques suivantes : i) création de domaines industriels : objectifs et politique; ii) établissement des plans de domaines industriels; iii) organisation, gestion et financement des domaines industriels; iv) coopération entre les petites entreprises établies dans des domaines industriels et assistance à ces entreprises; v) coordination ou intégration des projets de domaine industriel avec les programmes d'urbanisme ou d'aménagement régional et vi) coopération internationale et régionale en vue du développement des domaines industriels.

Le rapport du cycle d'études et de larges extraits des délibérations et des mémoires ont été publiés dans Les domaines industriels en Asie et en Extrême-Orient, document dont on trouvera une brève analyse au paragraphe ci-dessous.

4. Les domaines industriels en Asie et en Extrême-Orient

(Publication des Nations Unies, No de vente : 62.II.B.5.)

Cette publication, éditée par le Centre de développement industriel du Département des affaires économiques et sociales, et publiée en février 1963, reproduit le rapport du cycle d'études sur les domaines industriels de la région de la CEAEO, et de larges extraits des mémoires présentés. Le rapport du cycle d'études et la plupart des mémoires traitent du domaine industriel, considéré comme moyen de promouvoir la petite industrie. L'un des mémoires est une monographie décrivant le rôle des domaines industriels dans le développement de l'industrie à Ceylan. D'autres traitent de différentes questions intéressant la main-d'oeuvre et la direction des entreprises, l'assistance aux petites entreprises, la planification physique et l'établissement de domaines industriels dans un milieu rural.

Les mémoires soumis par les pays de la CEAEO portent sur les plans, les progrès accomplis et les difficultés rencontrées, passent en revue les objectifs des plans et programmes actuels et, dans un certain nombre de cas, donnent un aperçu des perspectives.

Le volume contient également des notes soumises par certains pays avancés étrangers à la région et des mémoires traitant des ports industriels, des grands domaines industriels, ainsi que des mérites respectifs des régions industrielles et des domaines industriels.

/...

Projets en cours (1964)

1. Questionnaire sur les domaines industriels et analyse des réponses

Un questionnaire sur les domaines industriels, établi par le Centre de développement industriel, a été envoyé le 11 février 1964 aux Etats, Membres de l'ONU ou autres, dont on sait qu'ils ont en projet ou en chantier des plans de création de domaines industriels. Les gouvernements ont été invités à faire parvenir leurs réponses pour le 1er avril 1964. L'objet du questionnaire était d'obtenir des pays développés ou en voie de développement des renseignements sur leurs politiques, leurs plans et leurs progrès en matière de domaines industriels, notamment en ce qui concerne l'organisation, la direction et le financement, et de tirer, d'une analyse des réponses, certains principes directeurs pour la création de domaines industriels dans les pays en voie de développement. Les gouvernements étaient également invités à évaluer l'expérience qu'ils avaient acquise à cet égard. L'analyse des réponses sera publiée par les Nations Unies en 1965.

2. Cycle d'études sur les domaines industriels en Afrique (Addis-Abéba, 14 au 21 décembre 1964)

Ce cycle d'études, qui intéresse la région de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est organisé par le secrétariat de la Commission, le Centre de développement industriel et la Direction des opérations d'assistance technique.

L'ordre du jour comprend les points suivants : i) discussion générale du rôle des domaines industriels et des régions industrielles, ii) planification de l'établissement des domaines industriels, iii) planification physique et questions relevant du génie civil, iv) organisation, gestion et financement, et v) coopération internationale et régionale en vue de la création de domaines industriels.

Le rapport du cycle d'études et de larges extraits des mémoires soumis en vue de leur examen seront publiés en 1965 par les Nations Unies sous le titre "Domaines industriels en Afrique".

Projets en préparation, 1965-1966

1. Cycle d'études sur les petites industries en Amérique latine, Quito, novembre 1965

Ce cycle d'études, qui intéresse la région de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), est organisé conjointement par le secrétariat de la Commission, le Centre de développement industriel et la Direction des opérations

/...

d'assistance technique. L'un de ses principaux objectifs sera d'attirer l'attention des gouvernements de la région sur le rôle que peut jouer la petite industrie dans leurs programmes de développement industriel, lesquels, jusqu'ici, ont été principalement axés sur des projets de grande envergure. Le cycle d'études s'intéressera principalement au rôle que peut jouer l'Etat en favorisant le développement de la petite industrie et à certaines mesures particulières qui pourraient être adoptées à cette fin, notamment la création de domaines industriels, question qui sera examinée d'une manière particulièrement approfondie.

2. Cycle d'études sur les domaines industriels en Europe méridionale et au Moyen-Orient, Turquie, printemps 1966

Le Centre de développement industriel, le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et la Direction des opérations d'assistance technique, s'occupent actuellement de l'organisation de ce cycle d'études, qui réunira des participants venant des pays en voie de développement de l'Europe et du Moyen-Orient. On espère que des participants venant de pays européens ayant une expérience en matière de création de domaines industriels assisteront aussi au cycle d'études. Les objectifs de la réunion et la portée de la discussion seront analogues à ceux des cycles d'études précédents.

II. COOPERATION TECHNIQUE

On ne se propose pas, dans le présent rapport, de décrire en détail l'organisation et les méthodes des programmes de coopération technique des Nations Unies - le Programme élargi d'assistance technique et le programme du Fonds spécial - programmes sur lesquels on trouvera des renseignements dans diverses publications^{5/}.

^{5/} Voir en particulier Le Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés (TAB/1/Rev.4), et les rapports annuels du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique, publiés sous forme de Suppléments aux Documents officiels du Conseil économique et social. Voir aussi les rapports annuels du Conseil d'administration du Fonds spécial au Conseil économique et social, également publiés sous forme de Suppléments aux Documents officiels du Conseil, et les brochures récemment publiées : "Le développement économique : un programme de priorités - Le Fonds spécial des Nations Unies en 1961-1962" (No de vente : 62.I.2) et Target : An Expanding World Economy - A United Nations Special Fund Report, 1963 (No de vente : 63.I.7).

On se bornera à rappeler que l'assistance au titre de ces deux programmes n'est fournie que sur la demande des gouvernements. Les demandes sont transmises par le représentant résident du Bureau de l'assistance technique, qui assume aussi les fonctions de directeur des programmes du Fonds spécial et est le principal intermédiaire entre les Nations Unies et le gouvernement du pays où il se trouve en poste. Les opérations entreprises dans le cadre des deux programmes comprennent des missions d'experts, l'octroi de bourses et, à une échelle moindre cependant, la fourniture de certains types d'équipement et de matériel. Aucun des deux programmes ne comprend la fourniture de capitaux d'investissement^{6/}.

L'assistance, en matière de domaines industriels, peut être demandée soit au titre du Programme élargi soit au titre du programme du Fonds spécial. Les principaux critères qui distinguent les opérations du Fonds spécial de celles du Programme élargi ont trait à l'envergure et à la durée des travaux. En principe, les travaux qui nécessitent les services d'un ou deux experts seulement pendant une période relativement brève, allant par exemple de quelques mois à deux ans, relèvent du Programme élargi. Les travaux plus importants, qui exigent une équipe de plusieurs experts pendant une période plus longue - mais ne dépassant pas cinq ans - et dont le coût total, pour l'organisation fournissant l'assistance, s'élève au minimum à 250 000 dollars^{7/} seront examinés par le Fonds spécial^{8/}.

^{6/} Les capitaux d'investissement peuvent être fournis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et ses deux filiales - la Société financière internationale et l'Association internationale pour le développement. Cette dernière organisation est autorisée à examiner les projets visant à la création de domaines industriels. Voir "International Financing of Industrial Estates Projects" de l'Association internationale pour le développement (E/CN.14/IE/9).

^{7/} Il est prévu que, pendant la période d'exécution, la contribution du Fonds spécial décroît tandis que s'accroît la contribution du gouvernement.

^{8/} L'exécution des projets du Fonds spécial intéressant les domaines industriels incombe à l'ONU, agissant en tant qu'agent chargé de l'exécution. La description détaillée des dispositions en vue de l'exécution du projet est contenue dans un Plan d'opérations, qui est un accord tripartite entre le gouvernement, le Fonds spécial et l'Agent chargé de l'exécution.

Aux différences d'importance et de durée correspondent en général des différences de portée entre les opérations devant recevoir une assistance de ces deux sources. En général, le Fonds spécial s'intéresserait à des projets couvrant plusieurs phases, ou toutes les phases de l'établissement d'un domaine industriel, des premières étapes de la planification à la mise en chantier. Les projets d'une moins grande envergure peuvent être assistés dans le cadre du Programme élargi^{2/}.

Les paragraphes ci-dessous indiquent brièvement l'ampleur des opérations assistées par l'un ou l'autre de ces programmes.

Opérations du Fonds spécial

Le Fonds spécial est disposé à examiner des projets relatifs à des domaines industriels comprenant une étude initiale de viabilité, la préparation de l'agencement général et des plans, la fourniture de services consultatifs pendant la construction et l'établissement et la fourniture de certaines installations collectives. Dans certaines circonstances spéciales, le Fonds pourrait fournir une assistance en vue de l'administration et de la gestion d'un domaine, dans la période qui ferait suite à sa création, notamment en assurant la formation de personnel administratif et le fonctionnement des services collectifs.

Etant donné que son assistance se limite aux opérations de préinvestissement, le Fonds spécial ne contribuera pas à l'établissement de plans ou à la construction des usines du domaine et ne peut les fournir en biens d'équipement.

Il est intéressant de remarquer que le Fonds spécial est disposé à aider la création de certaines installations destinées à fournir une assistance et des services à la petite industrie, et qu'il reconnaît le caractère particulièrement efficace d'une telle assistance aux occupants d'un domaine industriel, fait qui a

2/ Il peut être intéressant à cet égard de souligner que l'assistance en vue de l'établissement d'une demande initiale au Fonds spécial relève du Programme élargi, et non du Fonds. Si cette assistance permet d'établir que le projet remplit les conditions requises pour obtenir l'aide financière du Fonds spécial, une demande formelle peut être soumise à cet organisme. Une fois qu'un projet a été reconnu comme relevant du Fonds, si on constate, à la suite d'une évaluation technique, qu'il est nécessaire de le remanier ou de le reviser, le Fonds spécial peut fournir à cette fin, l'assistance d'un expert, au titre d'une allocation préparatoire.

déjà été mentionné dans le présent rapport. Pour cette raison, le Fonds accepterait éventuellement de considérer des demandes tendant à la création d'"instituts des services à la petite industrie" au sein des domaines industriels. Il accepterait également de participer à l'établissement d'usines pilotes dans des domaines industriels. Les facilités et services offerts grâce à l'assistance du Fonds spécial ne seraient pas nécessairement réservés aux seules entreprises du domaine.

Le nombre d'experts requis pour mettre à exécution un projet du Fonds spécial relatif à la création d'un domaine industriel, leurs spécialités, la durée de leurs services, leurs programmes de travaux et leurs mandats, ainsi que l'organisation des équipes, peuvent varier d'un projet à l'autre. A titre d'illustration des besoins dans ce domaine, voici quelques renseignements sur un projet récent.

Comme suite à une demande d'assistance soumise au Fonds spécial par le gouvernement d'un pays d'Asie et tendant à l'établissement d'un domaine industriel réservé à de petites et moyennes entreprises, une équipe de deux experts a été envoyée en mission dans ce pays pour une brève période (six mois de travail d'expert au total) afin d'y effectuer une enquête préliminaire. Le chef de l'équipe était un économiste industriel possédant une vaste expérience des problèmes de la promotion de la petite industrie et des études ayant pour objet de déterminer la viabilité des domaines industriels. Son collègue était un ingénieur du génie civil possédant une longue expérience de la planification, de la construction et de la gestion des domaines industriels.

L'équipe était chargée de donner des avis sur le choix, entre plusieurs régions et emplacements possibles, du lieu où devrait être installé le domaine industriel, compte tenu des possibilités du point de vue de l'initiative privée, des disponibilités en capital, en main-d'oeuvre, en matières premières et en produits semi-finis, des marchés, des installations et des services d'infrastructure et des perspectives de développement industriel de chaque région; elle devait en particulier dresser une liste d'entreprises susceptibles d'être implantées sur le domaine; l'emplacement et le site étant déterminés, elle devait enfin établir un plan général provisoire du domaine, et estimer les coûts de construction et d'aménagement.

L'équipe a soumis son rapport, qui contenait des conclusions et recommandations sur les questions indiquées ci-dessus et, en outre, des recommandations

/...

au sujet de la création d'une Direction nationale des domaines industriels et des mesures d'encouragement et avantages susceptibles d'accélérer l'occupation du domaine.

Le gouvernement étudie actuellement le rapport et le parlement est saisi d'un projet de loi relatif à la création de la Direction nationale des domaines industriels. La Direction nationale sera administrée par un directeur général désigné par le gouvernement et qui aura la responsabilité de l'ensemble des travaux de planification et d'exécution du projet.

Dès que le gouvernement aura pris position quant aux recommandations des experts, mis en place la Direction des domaines, désigné le directeur général et réservé les fonds indispensables à l'aménagement du site et aux autres travaux prévus dans le projet, on envisage que le Fonds spécial fournira une équipe de quatre experts, des bourses pour certains membres du personnel de contrepartie et du matériel pour certains services collectifs.

Les services d'experts seront fournis pendant les cinq ans que doit durer la planification, la construction du domaine et la première phase de son exploitation. L'équipe aidera la Direction nationale à élaborer des plans détaillés et des cahiers des charges pour les contrats de construction et commandes de matériel, et lui donnera des conseils tant au cours des travaux de construction que lorsqu'il s'agira d'étudier et de sélectionner les industries destinées à s'installer dans le domaine; elle continuera de l'assister lorsque l'on commencera à exploiter le domaine, notamment en fournissant des services consultatifs aux occupants.

L'équipe se composera d'un conseiller principal, d'un ingénieur du génie civil, d'un ingénieur mécanicien ou d'un ingénieur des méthodes, et d'un chimiste.

Le conseiller principal sera un administrateur ou un économiste industriel, ou un ingénieur possédant une vaste expérience de la planification, de la création et de la gestion des domaines industriels et des programmes de promotion de la petite industrie. En sa qualité de chef de l'équipe, il assumera la responsabilité du projet pendant la totalité de la période; son contrat initial sera de deux ans.

L'ingénieur du génie civil sera affecté à ce projet pour une durée de deux ans à deux ans et demi, période considérée comme suffisante pour mener à bien les travaux de planification et terminer la première étape de la construction.

L'ingénieur mécanicien ou ingénieur des méthodes sera un spécialiste des petites et moyennes entreprises. Tout en fournissant une assistance générale au conseiller principal, il donnera des conseils au sujet de la création et de l'exploitation des ateliers des services collectifs du domaine, principalement ceux qui intéressent le matériel mécanique et électrique, notamment quant à la sélection et à l'installation de l'équipement nécessaire. Il fournira également des indications et des conseils techniques aux entreprises industrielles situées dans le domaine ou à l'extérieur. Il sera originellement nommé pour deux ans, avec possibilité de renouvellement de contrat.

Le chimiste fournira également une assistance générale au conseiller principal, et donnera des conseils quant à l'établissement et à l'exploitation des centres et laboratoires de service du domaine, et fournira en outre une assistance à de petites entreprises situées tant sur le domaine qu'à l'extérieur. Il sera également recruté pour deux ans, avec possibilité de renouvellement.

Les travaux des experts comprendront également la formation du personnel de contrepartie de la Direction des domaines industriels et des services administratifs et de celui des installations collectives auxiliaires du domaine. Le Fonds spécial accordera en outre des bourses, dont les titulaires participeront à des voyages d'étude et recevront une formation à des questions industrielles. Le Fonds spécial fournira, enfin, du matériel pour certaines installations collectives auxiliaires.

Opérations relevant du Programme élargi d'assistance technique

Comme on l'a dit plus haut, les Nations Unies peuvent, à la demande des gouvernements, répondre à différents besoins en matière de développement des domaines industriels, dans le cadre de leur Programme élargi d'assistance technique. Cette assistance peut aller d'un bref séjour, d'une ou deux semaines par exemple, d'un fonctionnaire du Centre de développement industriel ou d'un conseiller technique attaché au Centre et spécialisé dans la petite industrie et les domaines industriels, qui sera chargé d'élaborer un programme d'assistance technique des Nations Unies dans ce domaine, à la mise à la disposition du gouvernement, pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans, d'une équipe de deux experts qui l'aideront à dresser les plans et à construire le domaine, à établir et à administrer les installations collectives auxiliaires, à gérer un domaine existant, etc. /...

Lorsque les Nations Unies reçoivent d'un gouvernement une demande d'assistance en vue de l'établissement d'un domaine industriel, la procédure normale consiste d'abord à envoyer, pour une période de deux à six mois, une équipe composée d'un économiste industriel et d'un ingénieur du génie civil qui entreprennent une étude de viabilité, choisissent l'emplacement, estiment le coût d'un domaine de la grandeur et du type requis, dressent les plans préliminaires en vue de l'agencement général et de la construction, et établissent le programme de construction du domaine. A titre d'indication, on trouvera en annexe un programme de travail fictif établi pour un économiste industriel et un ingénieur du génie civil.

Dans certains cas, il est inutile de prolonger l'assistance des Nations Unies, les services de l'Etat se trouvant en mesure de continuer les travaux jusqu'à la phase finale du projet, y compris la préparation des plans définitifs, la mise en chantier des travaux de construction et la gestion du domaine après achèvement des travaux.

Souvent, cependant, les gouvernements désirent que l'assistance se poursuive pendant des laps de temps plus ou moins longs, et demandent les services d'experts spécialisés dans des domaines souvent différents de ceux qui étaient demandés dans la phase préliminaire. Ainsi, un ingénieur spécialisé dans la construction pourra être demandé pour les travaux d'installation du domaine, des ingénieurs mécaniciens ou des ingénieurs des méthodes pourront donner des conseils pour l'installation et la gestion des installations auxiliaires collectives telles que l'atelier d'entretien et de réparation, l'atelier de forge et de traitement thermique, la fonderie, le bureau d'étude pour l'outillage, le centre de contrôle de la qualité, etc.; un chimiste participera à l'établissement et à la gestion d'un laboratoire d'essais, un conseiller en matière d'administration prêter son concours en vue de la gestion du domaine^{10/}, etc. La plupart de ces spécialistes fourniraient également une assistance aux petites entrepreneurs établis sur le domaine et, dans toute la mesure du possible, à ceux de l'extérieur.

L'ONU peut également accorder, au titre de son Programme élargi, des bourses de perfectionnement à des spécialistes nationaux participant à des programmes de création de domaines industriels, afin de leur permettre d'approfondir leurs connaissances à l'étranger. L'expérience indique que les bourses sont

^{10/} L'Organisation internationale du Travail peut, le cas échéant, fournir des experts en matière de formation professionnelle et d'organisation des coopératives.

particulièrement utiles lorsqu'elles sont accordées aux homologues nationaux des experts de l'assistance technique.

Depuis quelques années, les Nations Unies ont, de plus en plus, envoyé - et encouragé les gouvernements à demander - des équipes composées de plusieurs experts capables de fournir une assistance générale et intégrée dans le domaine du développement industriel. En général ces équipes sont chargées d'élaborer des directives en matière d'industrialisation et d'assurer la planification coordonnée des projets industriels, la planification de l'investissement et de la production dans certains secteurs industriels importants, de déterminer quels projets industriels doivent être considérés comme hautement prioritaires et de préparer, dans les conditions voulues, des projets à soumettre aux institutions financières. Deux équipes de ce genre, envoyées en mission récemment, comprenaient des spécialistes des domaines industriels qui, outre la question des domaines proprement dits, ont examiné les problèmes relatifs au choix des emplacements et au zonage que soulevaient les propositions faites par la mission en vue de l'établissement de nouvelles industries. Il ressort de l'expérience acquise que, dans bien des cas, il serait utile d'adjoindre des experts en domaines industriels à des missions d'enquête intégrées.

/...

ANNEXE

Planification initiale des domaines industriels - Programmes types de travail des experts

Les programmes ci-dessous, établis respectivement pour un économiste industriel et un ingénieur du génie civil, sont donnés à titre d'illustration. Afin d'indiquer quels types de travaux il peut se révéler indispensable d'exécuter au cours des enquêtes de viabilité et de la planification initiale des domaines industriels réservés à la petite industrie, on a établi un programme de travail plus complet et plus détaillé qu'il ne sera nécessaire dans certains cas. La durée de la mission pourra varier selon les besoins locaux et l'envergure du projet. Dans l'exemple choisi, l'économiste industriel et l'ingénieur du génie civil travaillent en équipe. Dans la plupart des cas, particulièrement lorsqu'il s'agit de missions de courte durée, la durée du mandat des deux experts est la même. Parfois, cependant, on peut attendre plusieurs mois avant d'envoyer l'ingénieur du génie civil rejoindre son collègue, par exemple dans le cas où ce dernier doit d'abord mener à bien une enquête économique préliminaire. Dans certains cas, il sera préférable de confier les fonctions assignées à un économiste industriel dans le présent exemple à un ingénieur des méthodes [notamment celles dont il est question au paragraphe 1, alinéa iii)].

1. Economiste industriel

L'économiste industriel, spécialisé dans la petite industrie, devra, en consultation avec les services compétents, et en coopération avec l'ingénieur du génie civil, conseiller le gouvernement sur la mise au point et l'exécution d'un programme de création d'un ou de plusieurs domaines industriels et sur les mesures nécessaires pour faciliter et stimuler l'établissement de petites industries dans les usines du ou des domaines. En particulier, l'expert devra :

- i) Effectuer des études de viabilité sur la construction de domaines à différents emplacements possibles, compte tenu de l'existence éventuelle d'installations ou de services utilisables par les entreprises et des perspectives du développement industriel; à la lumière de cette étude, faire des recommandations quant à l'emplacement, au type et à la dimension du ou des domaines.
- ii) Estimer le type et le nombre d'entreprises nouvelles ou existantes présentant les conditions requises pour s'y installer. /...

- iii) Estimer, pour chacun des domaines, les besoins en force motrice et en autres services. Estimer, pour chaque entreprise, l'effectif et le type de la main-d'oeuvre, la quantité et le coût des machines nécessaires pour produire à une capacité rentable, le coût des investissements, les besoins en fonds de roulement et le chiffre d'affaires de chaque entreprise.
- iv) Donner des conseils sur l'organisation d'un service responsable d'un domaine industriel et sur l'organisation et l'administration du ou des domaines industriels, y compris la politique d'admission dans le domaine, les règlements, les conditions de location ou de vente, les charges à percevoir, etc.
- v) Donner des conseils au sujet des méthodes propres à financer la construction et le développement du ou des domaines industriels.
- vi) Donner des conseils sur les mesures législatives et administratives appropriées à la création et à la gestion du ou des domaines industriels, y compris, si besoin est, les avantages à accorder et la fourniture d'assistance et de services aux occupants en matière de technique, d'administration et de financement.
- vii) Formuler des recommandations quant à l'organisation de services de formation et d'apprentissage à l'intention des ouvriers et des cadres moyens des entreprises admises à s'installer sur le domaine.
- viii) Formuler des recommandations quant au nombre et au type de bourses nécessaires pour mener à bien le projet, par exemple celles à attribuer aux futurs administrateurs des domaines industriels ou aux chefs des services chargés de leur création.
- ix) Formuler des recommandations au sujet de l'assistance complémentaire que les Nations Unies pourraient être amenées à fournir pour assurer l'exécution du projet.

2. Ingénieur du génie civil

En coopération avec l'économiste industriel, l'expert devra :

- i) Etudier, évaluer et choisir le site du ou des domaines industriels, compte tenu, en dehors des besoins de la planification physique, de la disponibilité et des perspectives de développement en matière de main-d'oeuvre, d'énergie, d'eau et d'autres fournitures, de transport, de communications, de logement et autres installations ou services indispensables. /...

- ii) Faire des estimations de la grandeur et du nombre des usines et autres bâtiments, des installations collectives et des installations destinées à l'agrément du personnel.
- iii) Préparer l'agencement général et les plans des installations techniques des usines, des installations communes auxiliaires, des bâtiments administratifs et auxiliaires, du système de drainage, du réseau d'égouts, du réseau routier, des embranchements de voies ferrées, des centrales électriques et autres installations indispensables, et formuler des recommandations quant aux matériaux de construction et techniques appropriés.
- iv) Proposer un programme d'échelonnement des travaux d'installation du ou des domaines.
- v) Donner des conseils en ce qui concerne les règlements de zonage à adopter lors de la création du ou des domaines.
- vi) Estimer le coût de la création du ou des domaines.
- vii) Formuler des recommandations quant à l'organisation des travaux de construction et à la formation des ouvriers de chantier et du personnel des cadres moyens.

the β phase of the polymer. The β phase is the most common phase of the polymer and is the one that is most studied. The β phase is the one that is most studied because it is the one that is most common. The β phase is the one that is most studied because it is the one that is most common.